

le gouvernement de Juarez ; que jamais elle ne s'est vue persécutée avec plus d'acharnement.

PÉLAGIO ANTONIO,
Archevêque de Mexico.

Cette violence de langage faisait mal augurer de l'avenir. Ainsi battu en brèche dans les grands centres comme dans les *haciendas*, le chef de l'Etat pouvait-il espérer l'apaisement des passions ? Toutes ses idées les plus fécondes, contenues en germes dans son programme impérial, avortaient faute d'instruments capables de les développer avec probité et conviction, et cela, en dépit du concours incessant des fonctionnaires français, auxquels, du reste, la cour de Mexico se plaisait à rendre pleine justice.

On se rappelle que le quartier général avait déjà fermement signalé, en novembre 1864, l'incurie du ministre de l'*hacienda*, relative au personnel financier appelé d'Europe pour venir en aide au gouvernement mexicain. A la fin de juillet 1865, une nouvelle note pressante, placée sous les yeux mêmes de Sa Majesté, attestait que l'*Hacienda* publique n'avait reconnu aux agents français que des pouvoirs dérisoires, qui ne leur permettaient d'exercer aucun contrôle utile sur la rentrée des deniers de l'État comme sur leur emploi par les administrations locales, ces dernières opposant la même résistance à toute immixtion étrangère que celle qui attendait dans la capitale le successeur de M. Corta, M. Langlois. Ce conseiller d'Etat avait été envoyé de France, comme on le sait, sur la prière de Maximilien, pour nettoyer les écuries d'Augias, où douanes et impôts étaient mis au pillage par les premiers serviteurs de la couronne. C'était par-

tout le même mot d'ordre dans les rangs de l'administration mexicaine !

Un autre prétexte de trouble n'avait pas peu contribué à retarder les succès du corps expéditionnaire, qui rivalisait d'activité, sans compter ses pertes ni ses fatigues, et sans se laisser rebuter par des obstacles de toute nature. La réorganisation d'une nationalité ne s'accomplit que par un rude labeur et par mille sacrifices locaux. Or, le remaniement territorial, qui avait été nécessité par la création de grands commandements militaires, avait porté une profonde atteinte à l'esprit de routine des premiers propriétaires fonciers et surtout aux habitudes du parti clérical, dont il déplaçait les centres d'action. Une partie des *hacenderos* mécontents, sans oser encore se déclarer ouvertement contre l'Empire, prêtait les mains à la rébellion, donnait l'hospitalité et comptait des piastres aux *guerillas*, et, tout en remontant leur cavalerie, acceptait sur ses domaines les chevaux blessés ou fatigués des partisans ou bandits, qui réclamaient leurs montures dès qu'elles étaient en état de servir.

Dans le cours de cette année 1865, la marine et l'armée française avaient fait un si vigoureux effort, depuis le golfe jusqu'au Pacifique, que moins de 20,000 combattants avaient visité et rallié tous les ports et toutes les capitales d'États de cet immense empire, sauf celles du Guerrero et du Chiapas. Nous avons prouvé à l'époque, dans un recueil français*, que cette diffusion militaire, conseillée par Maximilien et l'Impératrice, était une grave imprudence et devait créer des dangers dans l'avenir. Mieux valait étendre progressivement

* *Revue des Deux-Mondes* du 15 septembre 1866 : « L'empire du Mexique et ses chances d'avenir. »

et selon ses ressources une domination pacifique, ralliant tous les intérêts, en élargissant peu à peu un cercle solidement armé, que de couvrir du premier coup de vastes solitudes clairsemées de petits centres; car on pouvait facilement prévoir, dans un avenir peu éloigné, la nécessité de leur abandon, suivi des horreurs de la guerre qui accompagnent toujours une retraite. Cependant, nos colonnes, franchissant les prairies, avaient envahi la capitale du Chihuahua, dernière retraite du président de la république, et la nouvelle officielle s'était répandue dans l'empire que Juarez avait déserté le sol mexicain. Ce bruit avait quelque fondement. Le fugitif de Chihuahua s'était réfugié à *Paso del Norte*, bourgade dont les maisons s'alignent sur un rang le long de la rive du *Rio Grande*. A cent mètres de l'autre côté du fleuve, on aborde aux États-Unis. On comprendra aisément que, dans une pareille position, le président Juarez, dont la capture, du reste, n'eût en rien modifié le caractère de la résistance des libéraux, se savait entièrement à l'abri de nos troupes. A peine signalait-on un cavalier, qu'il traversait le fleuve, pour ne le repasser qu'une fois le danger disparu. C'est ainsi que, pendant près de dix-huit mois, Juarez a vécu sur le Rio Grande, d'accord avec le cabinet de Washington. Pour lui interdire la rentrée du territoire, pouvait-on garder tout le cours du long fleuve qui descend de ce point jusqu'au golfe?

C'est ici qu'intervient le fameux décret du 3 octobre 1865, qui a coûté tant de larmes. Il est d'une haute importance de rétablir sa véritable origine, ainsi que son exacte portée. Disons tout d'abord qu'on a lieu d'être douloureusement surpris que les ministres qui ont contresigné ce décret, et qui

plus tard ont abandonné Maximilien pour s'abriter en France et à Paris, n'aient pas encore élevé la voix en faveur de la défense ou de la mémoire du souverain qui avait signé et conçu lui-même ce funeste *bando*; car, en plein conseil, des lèvres impériales elles-mêmes ils avaient recueilli la vérité.

Dès que la nouvelle que Juarez avait traversé la frontière à *Paso del Norte* fut parvenue à Mexico, la satisfaction fut grande au palais. L'armée franco-mexicaine tenait alors toutes les fortes positions. La disparition du chef républicain faisait espérer le ralentissement des hostilités du parti dit libéral, presque acculé et laissé sans direction. Maximilien, qui se croyait, de bonne foi, l'élu d'un peuple las de désordres et de convulsions, et qui avait la fierté de son rôle réparateur, se persuada aisément que les juaristes étaient dérouterés, et qu'en honorant le parti vaincu, il allait porter un coup décisif à la résistance qui ne serait plus favorisée que par les bandes de pillards; alors, il accusa devant son conseil le projet de faire offrir à Juarez la présidence du tribunal suprême, et son sincère dessein de rallier autour de lui toutes les illustrations du pays.

Comme moyen d'ouverture de négociations, il rédigea le décret du 3 octobre. En effet, en tête de ce décret, il établit que la cause républicaine avait perdu son dernier soutien, et les considérants furent un hommage rendu au caractère de Juarez. Quant au décret lui-même, il n'était certes dirigé, dans l'intention de l'empereur, que contre ceux dont la tactique avait pour unique but d'abriter leurs brigandages sous un prétendu drapeau républicain. Ce funeste décret, dont on peut consulter la minute originale, a été entièrement tracé de la main de Maximilien, quoiqu'il eût un secrétaire à ses

côtés. Tous ses ministres, qui en ont favorisé la conception, y ont apposé leurs signatures. Seul, le maréchal ne l'a pas signé. Avant de le revêtir du caractère officiel, Maximilien crut devoir consulter le maréchal. Il fut répondu du quartier général que, tout d'abord, des considérants aussi flatteurs pour le président, combattu comme ennemi par la France, sembleraient dirigés contre l'intervention, et, qu'en outre de cette fâcheuse interprétation, cet acte était inutile, puisque les cours martiales fonctionnaient, ayant pour garantie la conscience des officiers français; de plus, il était impolitique, parce qu'il rendrait trop facilement les Mexicains justiciables des Mexicains, et que tout l'odieux en rejaillirait sur la personne du souverain, dont le plus beau droit était le droit de grâce. L'empereur, approuvé complètement par ses cinq ministres, et persistant dans sa première pensée, celle de rattacher Juarez par cette déclaration publique partie du trône, passa outre. Au dernier moment, le général en chef, qui dut faire exécuter ce décret, comme c'était son devoir de chef des deux armées, demanda et obtint de faire ajouter un article additionnel condamnant à l'amende les *hacenderos* convaincus d'avoir recueilli et caché les armes et les chevaux des rebelles.

Ce décret du 3 octobre, qui allait rallumer la guerre civile en assouvissant des rancunes particulières, fut le suicide de la monarchie entraînée par de chevaleresques illusions et par les traditions des pays civilisés. Juarez, qui n'avait pas abdiqué son droit, devait sans nul doute repousser toute ouverture de conciliation, et l'ostracisme lancé contre les *républicains mis hors la loi* fit explosion aux États-Unis, où il amena les colères contre un prince et une princesse qui

poussaient pourtant la générosité à l'excès. Car, maintes fois, dans des élans de sensibilité, la famille impériale, dont on surprenait facilement la bonne foi, avait à tort entravé la justice de nos cours martiales. Tel est l'historique de cette fatale journée, qui ne peut pas rester une tache pour la noble victime de Queretaro.

Il y avait eu une heure, à la naissance de l'empire, où une partie de la population, autant par lassitude du désordre que par sympathie spontanée pour les nouveaux souverains, s'était préparée à tenter sérieusement l'essai de la monarchie. Cette heure précieuse s'était évanouie sans que la couronne, faute d'initiative, eût su en profiter, et la lettre suivante de l'impératrice Charlotte, princesse d'une haute intelligence et d'un grand cœur, qui se mêlait très activement à la direction des affaires militaires et politiques, indique clairement le trop peu de cas qu'elle faisait de l'élément indien, aussi bien que le projet bien arrêté de la couronne de ne pas laisser ruiner le trésor mexicain, dans la conviction que les finances françaises suffiraient à tout. Cette lettre prouve encore que des intrigues de palais, hostiles aux officiers français, s'agitaient autour du trône, dès les débuts de la monarchie.

Mexico, le 16 septembre 1864.

Général, on me demande mon opinion au sujet de cette lettre, mais comme il s'agit de généraux, je veux avant tout connaître la vôtre. Pour ma part, je crois que ce n'est qu'une intrigue qui prouve le contraire de ce qu'on cherche à démontrer.

Veillez toujours me renseigner et me renvoyer le papier après lecture, car M. Velasquez veut que je lui donne une réponse demain.



Il passera en outre chez vous pour traiter différentes questions dont nous nous sommes occupés au conseil. La plus importante est la pacification de la Sierra. Le préfet de Tulancingo a quelques idées là-dessus qui ne sont pas mauvaises. Il me semble qu'en envoyant quelques détachements à poste fixe et d'autres à expédier, cela produirait de bons résultats. Seulement je vous prierais dans ce cas-là de m'avertir, afin que les autorités civiles prissent des mesures de concert avec vous pour seconder l'entreprise.

S'il était possible de connaître d'avance certains mouvements, tout en les gardant aussi secrets que possible, je crois qu'ils porteraient de plus grands fruits et on pourrait faire suivre le passage des troupes d'une organisation quelconque.

Quant aux Indiens, qui veulent se défendre contre les Plateados, vous me direz si vous croyez qu'il faille leur donner des armes. Cela commence à devenir trop fréquent, et quant à de l'argent, le gouvernement a résolu de n'en donner à personne.

Croyez, général, à mes sentiments bien sincères.

CHARLOTTE.

J'espère que vous savez tout ce qui concerne l'armée pour le 16, comme aussi qu'il y aura défilé, dès que je serai rentrée au palais et avant la réception des autorités. Vous ne m'avez donné aucune note dimanche.

En deux mois, la réorganisation de l'armée mexicaine, laborieusement poursuivie par le commandement français, avait été de nouveau compromise par le gouvernement lui-même. Quant à la direction politique et départementale, elle se montrait déplorable. Les lenteurs des ministres s'étendant jusqu'aux questions de personnes et à l'expédition des ordres, avaient laissé retomber les centres les mieux disposés dans l'apathie. On ne savait où choisir des hommes capables d'ins-

pirer confiance. Tout stimulant manquait et le patriotisme ne s'était pas réveillé. Personne ne songeait à sauver la chose publique parmi les impérialistes, malgré les exemples d'abnégation personnelle donnés par la famille impériale. Partout où les Français se multipliaient, ils venaient se heurter contre des autorités défavorablement prévenues ou manquant d'instructions. En un mot, toute la charge incombait à nos officiers, qui, dans l'intérêt du pays, se voyaient entraînés peu à peu à parer à toutes les éventualités. Dégoûtés même de voir les fonctionnaires s'endormir dans une honteuse incurie, discréditer, décourager publiquement ceux de leurs compatriotes qui se rattachaient à l'empire comme à une branche de salut, ils finissaient par s'occuper des moindres services des localités où s'exerçait leur action militaire : on craignait de voir tout s'en aller à la dérive du flot insurrectionnel qui, prenant sa source à la frontière américaine, roulait déjà du nord au sud.

On ne saurait rejeter sur Maximilien la responsabilité de toutes les défaillances auxquelles devait succomber la monarchie : c'est que l'argent, le nerf de la guerre, lui manquait déjà. Le gouvernement français n'était-il pas vraiment coupable, puisqu'il avait voulu, aux prix d'énormes sacrifices repoussés par l'opinion publique, fonder une dynastie forte au Mexique, de n'avoir compté entre les mains de son allié que 40 millions provenant de deux énormes emprunts, emprunts par lesquels il avait, grâce à ses propres receveurs généraux, obtenu la réalisation de 500 millions prêtés par d'imprudents souscripteurs alléchés et trompés? N'était-ce pas du premier jour mettre sciemment au monde un royaume mort-né? Notre ministre des affaires étrangères était assez

bien renseigné par les rapports militaires émanés de notre quartier général, pour ne pas se payer d'illusions sur la situation réelle du Mexique. Pourtant, par une politique pleine d'inconséquences, le cabinet des Tuileries laissait dès le début s'écrouler son œuvre, en refusant des ressources indispensables. A la fin de 1865, le trésor mexicain s'épuisait déjà, et la mauvaise gestion financière provoquait un accroissement de déficit qui, d'ailleurs, n'eût jamais pu être comblé par le contrôle le plus sévère; car les recettes, eussent-elles été régulièrement perçues, ne dépassaient pas 90 millions de francs, tandis que, sans parler des amortissements, les dépenses engloutissaient 150 millions au moins. Pourtant, jamais le besoin d'argent ne s'était manifesté plus impérieusement.

Sur les rives du Pacifique, certaines positions militaires n'étaient plus tenables. Le climat d'Acapulco, entre autres, avait exercé une action si meurtrière sur l'effectif des Français qui défendaient ce port, que le commandant d'Assas avait dû proposer la formation d'un bataillon à recruter sur la côte de Tehuantepec, parmi les indigènes habitués à un ciel de feu. Plus loin, Parras réclamait à bon droit l'arrivée de renforts; car ce centre industriel avait donné un trop rare exemple d'énergie et de sacrifices qui, s'il eût été imité, eût sauvé l'empire. Les habitants de cette ville s'étaient imposés volontairement de 18,000 piastres environ pour lever une troupe de 400 hommes, et cela, à l'instigation d'un préfet énergique. A cette heure, ils se trouvaient à bout de ressources, et leurs soldats se débandaient, les laissant exposés aux représailles des libéraux. Le ministre de la guerre, mal renseigné, contestait l'authenticité de ces nouvelles inquiétantes portées à la connaissance de l'empereur. Il fal-

lut bien se rendre à l'évidence, lorsque les cris de détresse partis de ce coin du territoire parvinrent à Mexico.

Le maréchal, comprenant toute la nécessité de sauvegarder ces villes du Pacifique, centres importants au point de vue stratégique et douanier, donna l'ordre à notre marine, dont le dévouement était mis à une cruelle épreuve dans ces dangereux parages, d'approvisionner Manzanillo de telle sorte que nos bâtiments de guerre pussent profiter de leurs voyages sur la côte de Manzanillo à Acapulco, afin de porter à la garnison des vivres, de la viande et des médicaments. Quant à Parras, désireux de soulager la population, le quartier général y fit lever quatre compagnies franches, et consentit à ce que le trésor français assurât leur solde, à titre d'avances. Nulle occasion n'était perdue de venir en aide aux populations énergiques. Pourtant il y avait une juste limite qui ne pouvait être franchie par notre commandement militaire. Car, à côté des désirs de la famille impériale, il était forcé, sous peine de trahir ses devoirs de Français, d'envisager la sécurité de ses propres soldats. Or, l'article 2 du traité de Miramar, que Maximilien avait signé en pleine connaissance de cause, avait stipulé que, dès la prise de possession du trône, « notre corps expéditionnaire serait ramené à un effectif de 25,000 combattants, y compris la légion étrangère. » En outre, cet effectif devait être encore réduit au fur et à mesure que les troupes mexicaines s'organiseraient.

Contrairement à cette double clause, l'armée française était toujours restée supérieure au chiffre de 28,000 hommes, malgré la rentrée en Europe de la brigade du général Lhé-riller. De plus, cette brigade, qui ne comptait environ que 4,000 combattants, avait cédé la place à la légion autri-

chienne, forte de 8,000 baïonnettes : les forces s'étaient donc accrues au lieu d'être diminuées. Mais cependant, le maréchal ne pouvait, avec un effectif dont le double tiendrait aisément sur le terrain de Longchamps, occuper utilement une superficie de dix-huit cents lieues environ, et abandonner à tous les hasards des défections et des privations de minces détachements français. Telle était pourtant la propension de l'empereur Maximilien, dont les tendances à la diffusion militaire ne cessaient de s'accuser; lui céder, c'était oublier la part de responsabilité encourue par le quartier général en cas d'échec.

La ville de la Paz, capitale de la Basse-Californie, est située à cinq cent cinquante lieues environ de Mexico, et les communications avec ce point reculé offraient de très grandes difficultés. Malgré tout, il avait été visité en 1865 par l'intervention, qui ne s'était retirée qu'après avoir aidé à l'organisation politique et militaire du pays. Cette ville se prononça de nouveau en faveur des juaristes, après le départ de nos forces. En apprenant cette nouvelle, Maximilien écrivit ces lignes au général en chef :

Mexico, 17 décembre 1865.

Maréchal,

Je viens d'apprendre qu'une contre-révolution a éclaté à la Paz, et que les autorités impérialistes ont dû se retirer. Cette révolte a été opérée par une centaine d'hommes.

Bien que l'importance politique de la Basse-Californie soit peu considérable, cette contre-révolution produira sur l'opinion publique, aux Etats-Unis et en Europe, le plus fâcheux effet, en donnant lieu de croire que, loin de pacifier le pays, nous perdons au contraire du terrain.

Je désire donc que vous me fassiez connaître s'il ne serait pas

possible d'envoyer à la Paz une compagnie française dont la présence dans le port suffirait pour y rétablir l'ordre et conserver cette province à l'empire.

Votre bien affectionné,

MAXIMILIEN.

En vérité, pouvait-on laisser une compagnie isolée à pareille distance du centre d'action, quand les Français tenaient déjà, dans le Pacifique, Acapulco, Guaymas, Mazatlan et dans le golfe, Matamoros, Tampico, la Vera-Cruz, Alvarado, Sisal et Campêche, postes dangereux et malsains, où ne résidaient pas les troupes mexicaines? Il faut reconnaître encore que si les ressources financières commençaient à s'amoinrir dans des proportions inquiétantes, le ministre de la guerre mexicain ne pouvait invoquer, comme excuse des mouvements insurrectionnels qui se dessinaient, la pénurie de soldats capables d'être opposés aux dissidents : c'est qu'il avait laissé les troupes au repos ou bien n'avait pas su les employer efficacement. Quant à tous les points où brillaient les baïonnettes françaises, la tranquillité était assurée. Un coup d'œil jeté sur le tableau officiel et véridique des forces dont l'empire disposait à cette époque déjà critique, en retranchant notre corps expéditionnaire, suffira pour convaincre de leur suffisance.

Au 31 décembre 1865, l'armée mexicaine comptait dans ses rangs, sans parler d'une artillerie considérable et bien approvisionnée : En troupes nationales, tant permanentes que mobiles et municipales : 35,650 fantassins, cavaliers et artilleurs, avec 11,073 chevaux; en troupes étrangères : Belges, 1,324; Autrichiens, 6,545, avec 1,409 chevaux; ce